

plus classiques, dans ce cas-ci le bombardier monté, était aussi importante que contre des engins plus perfectionnés.

Au cours de ces délibérations, les membres de la délégation américaine ont insisté à plusieurs reprises sur le fait que leur pays souhaiterait voir le Canada vraiment souverain sur son propre territoire. De plus les États-Unis ne chercheront d'aucune manière à enfreindre cette souveraineté si le Canada devait renoncer à considérer son propre territoire comme inclus dans le programme conjoint de défense du continent.

Un des délégués du Canada a mentionné que la côte Est du pays ne bénéficiait d'aucun système de défense pour se protéger contre des sous-marins soviétiques et propose donc que l'accord NORAD soit modifié afin qu'il comprenne non seulement les systèmes de défense aérienne mais aussi des mesures contre les menaces marines et sous-marines. On a signalé, en outre, que, récemment, des chasseurs-bombardiers soviétiques avaient pénétré à sept reprises dans l'espace aérien surveillé par le Canada, qu'on avait repéré avec certitude des sous-marins soviétiques le long des côtes canadiennes, et peut-être même dans la baie d'Hudson. Ceci représente, aux yeux du délégué canadien, une menace bien plus grande pour le Canada que les bombardiers.

Puis, un membre de la délégation des États-Unis a souligné que, dans le domaine de la guerre anti-sous-marine, leur collaboration avec le Canada était également essentielle. C'est justement en matière de défense sous-marine qu'il faut arriver à un véritable effort conjoint, tout particulièrement face à la menace croissante des sous-marins soviétiques.

Les membres de la délégation américaine ont examiné ensuite la menace aérienne et spatiale pour le continent de l'Amérique du Nord, telle qu'ils la concevaient. Ils étaient convaincus et renseignés dans ce sens par les cadres militaires des États-Unis, que la menace des bombardiers soviétiques persistera au moins jusqu'au milieu des années 70. S'y ajoute une menace constante de ICBM (engins balistiques intercontinentaux de grande portée) de la part de l'URSS. Certains membres de la délégation américaine ont émis des réserves sérieuses quant au système ABM, tout particulièrement à cause de son coût élevé. Ils ont néanmoins admis que les États-Unis sont tenus de poursuivre les recherches et le perfectionnement dans ce domaine, ainsi que dans celui des armes offensives, en raison de l'établissement du système ABM réduit prévu à l'origine pour le développement efficace de cette arme aux États-Unis. Sinon l'Union Soviétique aurait eu l'occasion de devancer de loin les États-Unis sur ce terrain. A ce propos, les membres de la

délégation américaine ont souligné que l'Union Soviétique avait refusé à plusieurs reprises de discuter la proposition américaine de limitation mutuelle dans l'élaboration des systèmes ABM/ICBM.

Dans sa déclaration préliminaire, un délégué du Canada a mentionné que, tôt ou tard, l'Occident devra établir des rapports normaux avec la Chine. Toutefois, deux questions se posent: quel en serait le moment favorable et qui en prendrait l'initiative? Les relations commerciales entre la Chine et le Canada, a-t-on dit, lui ouvriraient une porte qui lui permettrait de prendre cette initiative et d'aider ainsi le monde occidental. Les délégués ont recommandé à l'unanimité la reconnaissance formelle de la Chine dès que possible. Même si quelques délégués du Canada ont mentionné que la Chine communiste devrait aussi être admise aux Nations Unies, la majorité d'entre eux croyait qu'un tel geste risquerait d'engendrer des bouleversements à l'heure actuelle.

Un délégué américain a dit que l'enquête sur le rôle futur des États-Unis en Asie progressait et a mentionné que le compte rendu en serait mis à la disposition des délégués canadiens. Même si les États-Unis ne reconnaissent pas et n'ont pas l'intention de reconnaître la Chine communiste à l'heure actuelle, maints contacts diplomatiques entre les deux pays ont eu lieu à Genève d'abord et ensuite à Varsovie. Les États-Unis se sont servis de cette voie pour indiquer aux communistes chinois qu'ils n'envisageaient aucune intervention militaire contre eux et n'avaient pas l'intention de s'immiscer dans leurs affaires internes. Afin de poursuivre ces rapports, les États-Unis se sont efforcés d'établir des liens culturels et journalistiques avec la Chine communiste, mais jusqu'ici, ces tentatives n'ont suscité aucune réaction favorable de sa part.

D'autres pays, dont quelques-uns d'Afrique, n'appuient pas les efforts faits en vue d'admettre la Chine communiste aux Nations Unies, et il serait donc inopportun et prématuré de la reconnaître, ont affirmé les délégués des États-Unis. Il a aussi été nécessaire de déterminer comment les pays voisins de la Chine, dont l'Inde et la Birmanie, réagiraient devant cette reconnaissance.

A plusieurs reprises, on a souligné que la Chine communiste n'avait pas manifesté le désir d'établir des relations avec les États-Unis et qu'elle avait même posé de nombreuses conditions à son entrée aux Nations Unies. Finalement, on a fait remarquer que, de l'avis des Américains, toute démarche future en vue de reconnaître la Chine rouge serait intimement liée aux problèmes du Vietnam, le